

20 avril 1975, Montréal

Dîner-bénéfice du Parti Libéral du Québec

Monsieur le Président,
Mes chers Collègues, Mes chers Amis,

Je veux m'associer d'abord aux paroles du président du Parti, M. Claude Desrosiers, pour manifester toute notre reconnaissance en votre nom pour ce grand succès du dîner-bénéfice, un autre grand succès, près de 7000 billets ont été vendus, et féliciter M. Jean Morissette et son équipe pour le travail inlassable réalisé.

Nous avons ce midi des milliers et des milliers de libéraux de toutes les régions, comme nous en avons rencontré depuis quelques semaines et quelques mois dans toute la province, que ce soit à Magog, à Nicolet, à Louiseville, à Sherbrooke, à Trois-Rivières, à Amos, partout, nous avons rencontré cette foule de libéraux, cette foule de citoyens du Québec de tous les groupes. Nous avons été à même de constater un appui nombreux et solide dans tous les groupes.

I am very pleased indeed to welcome all our English-speaking militants who are here in a great number again. I want to thank them for their support.

Comme on le signalait tantôt, mes chers amis, à quelques jours près il y a cinq ans nous prenions le pouvoir. Rappelons-nous durant quelques instants ce moment. A cette époque l'Union Nationale, au mois de mars 1970, déclenchait les élections. Selon les observateurs, l'Union Nationale partait gagnante. Mais un mois de campagne électorale a renversé complètement la situation, et on sait que nous avons remporté les deux tiers des sièges, l'une des plus grandes victoires du Parti libéral à ce moment-là. En 1973, dans un contexte différent, après un mois de campagne électorale, alors qu'avant de déclencher les élections il pouvait y avoir une certaine inquiétude à cause d'une autre campagne de salissage qui s'était faite sur les libéraux, après un mois de campagne électorale nous remportons la plus grande victoire électorale de l'histoire du Québec.

Lorsque nous communiquons directement avec la population, lorsque nous avons la possibilité et tout le temps, comme cela se présente durant une campagne électorale, de lui expliquer notre action, les implications, les contraintes, le résultat est toujours positif quand notre bilan sur le plan économique, financier, social et culturel est l'un des plus productifs... Pourtant, les conditions d'exercice du pouvoir ne sont pas toujours des plus faciles. Quelques mois après la prise du pouvoir en 1970 on a eu à faire face en même temps à la crise d'octobre, à une grève générale des médecins et aux effets d'une récession nord-américaine. En même temps nous avons à faire face à ces trois événements. Nous avons démontré à la population que nous étions capables de relever ces défis. La direction de l'État québécois exige que l'on soit bien conscient de notre réalité historique. Nous avons ce problème culturel particulier: une population de quelques millions de francophones, moins d'un quarantième de la population nord-américaine, où il nous faut concilier des intérêts qui

souvent vont en direction opposée, alors qu'il faut bien admettre qu'il y a un déclin des francophones dans la proportion canadienne. Il est donc normal que le seul gouvernement francophone en Amérique du Nord voit à ce que les principaux centres de décision en matière de culture reviennent à l'État québécois.

Par ailleurs, sur le plan économique, nous avons tout avantage à collaborer étroitement avec le régime fédéral qui nous vaut des bénéfices économiques irremplaçables. A ce problème culturel particulier qui est le nôtre, il faut ajouter cette crise de civilisation que connaît actuellement l'Occident dans la recherche d'une nouvelle échelle des valeurs. Au Québec, il faut ajouter en plus de cela une mutation accélérée de notre société, l'une des plus rapides dans l'histoire du monde. Dans un tel contexte, il est normal que les gouvernants fassent preuve de lucidité, de vigilance et de détermination. Cette vigilance est d'autant plus justifiée que parmi d'autres facteurs plus immédiats s'ajoutent une inflation de 12%, une menace de récession au Québec puisqu'il est normal que nous soyons affectés temporairement, étant donné que les Etats-Unis connaissent la pire récession depuis la guerre et que nous y exportons presque la moitié de ce que nous produisons sur le plan manufacturier.

A tous ces facteurs il faut ajouter les événements du Watergate qui ont engendré dans nos sociétés occidentales un climat de suspicion, de dénonciations et d'accusations gratuites. Cependant, c'est parce que les obstacles à surmonter sont de loin moindres que les forces vives du Québec, que nous avons pu faire autant avancer la société québécoise en ce qui a trait à sa prospérité, à sa justice sociale et à sa culture.

Nous avons un peuple courageux, lucide, efficace, avec des ressources naturelles presque illimitées. Nous avons tout pour réussir au Québec et le Parti libéral y travaille sans relâche et avec acharnement depuis qu'il a pris le pouvoir.

En 1970 notre parti a été élu en mettant l'accent sur l'économie. Quels sont les résultats de notre action? Brièvement, car je ne peux pas commenter les 500 lois que nous avons adoptées depuis que nous sommes au pouvoir, mais quelques résultats de cette action et de ces engagements que nous avons pris.

En 1970, il y avait 60,000 Québécois qui quittaient le Québec chaque année. Il y en a trois fois moins maintenant et nous poursuivons nos efforts pour garder tous les travailleurs québécois sur notre territoire.

My dear friends, we said five years ago that we would insist to create the greatest number of jobs. What are the results now? If we take the four completed years of our mandate, we see that there is an average of 75,000 new jobs which are created in Québec. This is one of the greatest achievements in the economic history of Québec. Those are concrete results by the Liberal party and for the Quebecers.

Depuis cinq ans, le produit national brut a augmenté plus rapidement au Québec qu'au Canada, 11.6 % par rapport à 10.8 %. L'an dernier notre produit national brut en termes réels a augmenté plus rapidement que celui du Canada, et pourtant le Canada a été l'un des pays où le PNB a augmenté le plus rapidement au monde. Voici d'autres résultats concrets, car on ne peut pas prouver de façon plus claire et plus certaine que par des chiffres comme ceux-là la portée de notre action.

En cinq ans les immobilisations manufacturières au Québec par rapport aux immobilisations du Canada sont passées de 19.3 % à 27.7 %, ce qui est supérieur à la proportion de notre population. Ces immobilisations ont augmenté entre 1970 et 1974 et c'est là où il est intéressant de comparer, entre 1966 et 1970 elles n'avaient non seulement pas augmenté, mais elles avaient baissé de 2.4 % en moyenne par année. Entre 1966 et 1970 il y avait un taux d'augmentation annuelle en moyenne de 16.3 % des chômeurs québécois; nous avons réduit cela à moins de 1 % en 1970 et en 1974, malgré une poussée exceptionnelle de la main-d'œuvre.

Dans le domaine des finances publiques auxquelles j'ai toujours accordé une attention spéciale puisque j'ai commencé ma carrière politique comme critique financier, de 1970 à 1975, non seulement nous n'avons pas augmenté les impôts durant six budgets consécutifs, mais nous avons réduit les impôts de quelque \$ 800 millions, y compris les mesures qui ont été annoncées jeudi soir dans un budget que même nos adversaires politiques ont été obligés de constater et d'accepter comme excellent, budget annoncé par le ministre des Finances M. Garneau, sans compter les nombreuses mesures en faveur de tous les groupes de la société, y compris les agriculteurs.

C'est d'autant plus éclatant comme résultat lorsque l'on constate que de 1960 à 1970 il y a eu des augmentations d'impôts presque tous les ans. Il faut dire qu'à ce moment-là le conseiller économique du gouvernement était l'auteur du budget de l'An 1, M. Jacques Parizeau.

Si nous examinons également, sur le plan financier, les emprunts budgétaires, nous voyons que le dernier budget de l'Union Nationale prévoyait un déficit de \$ 237 millions. On a plus que doublé le budget cette année et le déficit budgétaire, ou montant à emprunter, est de \$ 225 millions, un montant inférieur à celui auquel nous avons à faire face lorsque nous avons pris le pouvoir. On est passé de \$ 3 milliards à \$ 7 milliards, et on a tout de même réduit le déficit.

La dette à long terme par tête est sensiblement inférieure à celle des autres provinces. Enfin, il y a un demi-million de contribuables québécois qui par suite des mesures fiscales que nous avons prises n'ont plus à payer d'impôt provincial sur le revenu. Qui dit mieux, dans l'administration financière et fiscale du Québec et dans sa gestion économique!

Nous pourrions continuer longtemps afin de démontrer que nous avons contribué d'une façon sans précédent à la force économique du Québec sans laquelle aucun autre progrès n'est possible. Tout cela a été le résultat d'un travail d'équipe, une équipe extraordinaire tant au niveau des ministres que des députés et des militants. Aussi, parce que nous avons accompli cette tâche dans un système dans lequel nous croyons fermement: le fédéralisme. Nous avons parlé en 1970 de fédéralisme rentable. On voit les résultats. L'an prochain \$ 1,300,000,000 sous forme de paiements inconditionnels en péréquation. Dans le domaine du pétrole nous avons reçu \$ 1 milliard depuis un an; même si nous n'avons pas de pétrole au Québec, pas de gaz, pas d'oléoduc, nous recevons du reste du Canada \$ 1 milliard pour protéger nos consommateurs et nos industries. Ce sont là des résultats concrets! Seulement avec ces deux items-là vous avez \$ 2 milliards. Dans son prochain budget, le budget de l'An 3, le Parti Québécois part avec un déficit de \$ 2 milliards. Il va être encore obligé de taxer l'aide sociale, comme dans le dernier, pour pouvoir balancer!

Si on examine également les effets sur l'inflation, que voit-on? Nos adversaires séparatistes disent que le gouvernement ne combat pas l'inflation. En fait, l'an dernier nous avons ajouté aux dépenses du gouvernement des sommes considérables. Il est faux de déclarer que l'on se finance par l'inflation quand il faut ajouter un demi-milliard aux dépenses du gouvernement pour permettre aux Québécois de faire face à l'inflation avec l'indexation de toutes les allocations familiales, de toutes les prestations sociales, des salaires que nous donnons dans les secteurs public et parapublic. Ce sont des centaines et des centaines de millions que nous devons ajouter à nos dépenses à cause de l'inflation. Et, malgré cela, nous avons réduit les impôts de plus d'un demi-milliard de dollars.

Imaginez, si nous étions séparés, seulement en ce qui concerne la question du pétrole, il faudrait ajouter 4 % à l'indice du coût de la vie. Ce n'est pas 11% d'augmentation qu'on aurait eu l'an dernier, c'est 15 %, le taux le plus élevé en Amérique du Nord.

Le Québec a donc connu depuis les cinq dernières années, en bonne partie grâce à notre action, en collaboration avec les autres niveaux de gouvernement également, une croissance matérielle exceptionnelle. Mais la croissance matérielle n'est pas tout. C'est pourquoi nous avons adopté un nombre considérable de mesures visant à accroître la justice dans la société. De l'assurance-maladie aux garderies, des nombreuses réformes dans le domaine de la justice, des mesures pour la protection des consommateurs, la qualité de l'environnement, des loisirs pour tous les groupes de la société, loisirs que nous voulons regrouper dans une structure appropriée, toutes ces mesures font que nous avons l'un des régimes sociaux les plus généreux en Amérique du Nord.

Cette démocratie sociale, elle implique aussi la justice fiscale. On a vu qui était, dans les faits, le parti des travailleurs.

On a vu encore dans le budget présenté par M. Garneau jeudi dernier quel est le parti, dans les faits et pas seulement dans la rhétorique comme le fait le Parti Québécois, quel parti est le plus proche des travailleurs. Nous pouvons prouver chiffres en mains que le Parti

Québécois propose des réductions d'impôts qui profitent d'abord aux contribuables les plus riches ou les plus fortunés.

Juste un exemple bien concret: au contribuable marié qui gagne \$ 6,000 nous offrons nous une réduction de \$ 229; à celui qui gagne \$ 25,000 nous offrons à peu près le même montant, \$ 250. Le Parti Québécois, lui, qui se dit plus à gauche que nous, à celui qui gagne \$ 6,000, il n'offre pas une réduction d'impôt comme nous de \$ 229, mais de \$ 13 seulement, tandis qu'à celui qui gagne \$ 25,000, il offre une réduction d'impôt de \$ 278, soit 21 fois plus qu'au petit salarié ou travailleur qui est davantage frappé par l'inflation.

Voilà une preuve concrète qui illustre d'une façon on ne peut plus éloquente la philosophie sociale de notre gouvernement et qui démasque le Parti Québécois comme le parti des petits bourgeois.

Il est normal en effet que nous aidions davantage le petit salarié. C'est lui qui est surtout frappé par l'inflation puisqu'il doit affecter une partie importante de son revenu aux dépenses alimentaires, qui sont la principale cause de l'inflation. Pour la même raison nous avons considérablement augmenté le salaire minimum. Depuis quatre ans le salaire minimum a augmenté au Québec de 79.3 %. Si on avait suivi la politique des partis d'opposition il n'aurait augmenté que de 28 %, c'est-à-dire l'augmentation du coût de la vie. C'est avec des résultats comme ceux-là que nous avons obtenu aux dernières élections près de 95 % des sièges.

Il n'est pas étonnant non plus qu'avec de tels résultats dans le domaine social, économique et financier nos adversaires politiques prennent tous les moyens pour nous combattre. On ne recule devant aucune manœuvre pour tenter de nous diminuer ou de nous salir. On préfère souvent au débat des vrais problèmes des Québécois les attaques personnelles. On constate déjà que nos adversaires ont lamentablement échoué.

D'ailleurs, en ce qui a trait à la qualité de notre gestion, on prend les mesures les plus efficaces, des enquêtes publiques, qui sont refusées par d'autres gouvernements. Nous connaissons les risques de ces enquêtes publiques puisque ceux qui sont visés peuvent se venger du gouvernement en obtenant facilement les Manchettes de certains médias par des affirmations gratuites.

Nous avons adopté des règlements sur les conflits d'intérêts, qui sont les plus sévères de tout le Canada. L'Opposition officielle cite la Colombie-Britannique comme exemple alors que la Colombie-Britannique va beaucoup moins loin que nous quant aux règlements sur les conflits d'intérêts. Non seulement nous, nous avons la divulgation, mais nous avons l'interdiction de faire affaire avec le gouvernement. Il s'agit simplement qu'un ministre ou un proche des ministres possède une seule action dans une entreprise privée pour qu'il y ait une interdiction de faire affaire avec le gouvernement. Ce sont les règlements les plus sévères et les plus exigeants qui aient jamais été adoptés dans toute l'histoire du Canada. Nous avons aboli les caisses électorales occultes. Fini le mythe des caisses électorales! On

ne gagne pas une élection avec une grosse caisse électorale. La meilleure preuve en est qu'à la dernière élection l'Union nationale avait la plus grosse caisse. Elle s'est enterrée avec, tout en étant incapable de faire élire un seul député.

Des gestes concrets, des mesures très fermes, des sanctions si nécessaire, voilà notre façon de répondre. D'ailleurs, dès la prise du pouvoir nous avons accru considérablement les pouvoirs du Conseil du Trésor en établissant un contrôle très rigoureux. Il ne faut tout de même pas oublier qu'il y a 1,600,000 personnes qui ont voté libéral. On ne peut pas exclure 1,600,000 personnes de celles qui voudraient faire affaire avec le gouvernement. Il ne faut quand même pas sombrer dans le ridicule. Et surtout, il faut se fier au bon sens des Québécois.

L'important, c'est le respect des normes par tous. Or, on a été incapable, après cinq ans d'administration, de démontrer un seul cas où le gouvernement n'avait pas toutes les justifications, sur le plan de la gestion, sur le plan des économies de coûts. Cela fait donc cinq ans que l'on est incapable d'indiquer un seul cas où le gouvernement aurait fait preuve d'un favoritisme injustifié.

Il n'est donc pas étonnant que sur le plan économique, social et financier, sur le plan de la gestion administrative, on est incapable de nous attaquer sérieusement. Faute d'arguments, on essaie de nous porter des coups bas.

Dans le domaine culturel le gouvernement a assumé ses responsabilités avec la Loi 22. J'ai eu et j'aurai l'occasion, au cours de congrès régionaux, de dialoguer et de discuter avec la population du Québec sur cette question comme sur d'autres. Quand la Loi 22 est expliquée, elle est comprise et acceptée.

We had a very good experience in Toronto last week. There was an explanation of Bill 22. Why, what were the reasons why we have decided to adopt that law. It is obvious that in a rational discussion it can be understood very quickly. When we see our situation now, when we see the declining proportion of French Canadians within Canada, when we see the growth of communications, when we see that we have now a very low birth rate, when we see that we are a small people of a few million on the North American continent where there are more than 200 million people, it is logical, it is justified and it is normal for the leader of the government and for that government, which is the only French-speaking government in North America, it is totally justified to take some action to protect the cultural security of that people. We did that with Bill 22.

When we have a rational discussion, like the one we had in Toronto last week, this leads obviously to a better understanding of the bill.

Nous avons posé avec la loi 22 un geste historique, un geste qui fait du Québec un État officiellement français. C'était nécessaire de le faire. Nous étions conscients qu'en étant le premier gouvernement depuis plus d'un siècle à adopter une loi linguistique comme celle-

là, nous étions conscients qu'inévitablement il pourrait y avoir certaines tensions. Nous avons pu quand même faire adopter cette loi, l'expliquer, et nous allons continuer de l'expliquer afin que tous les groupes de la société québécoise puissent comprendre la justification de notre action.

Il n'est pas facile de légiférer dans le domaine linguistique. Nous aurions pu attendre des années et des années, nous aurions pu nous défilier devant ce défi. Je crois qu'un gouvernement qui reçoit de la population un mandat sans précédent comme celui que nous avons eu doit faire preuve de courage et nous avons fait preuve de courage. Dans l'optique de la souveraineté culturelle, c'était une étape fondamentale. Il nous faut poursuivre cet objectif dans le domaine des communications et dans le domaine de l'immigration. Si dans ces deux domaines le Québec obtient des pouvoirs additionnels ou des garanties constitutionnelles qui lui donnent la pleine sécurité pour le développement de sa culture, le fédéralisme aux yeux des Québécois sera renforcé.

Cet aspect, parmi d'autres, est particulièrement important dans la question du rapatriement de la Constitution. Les Québécois ne sont pas opposés en principe au rapatriement de la Constitution au Canada. Cependant, comme nous avons une situation culturelle tout à fait particulière, surtout avec l'évolution dont je parlais tantôt, il est normal que nous exigions des garanties constitutionnelles pour la protection de notre culture. Nous avons actuellement à Ottawa un groupe francophone très fort qui contribue avec toutes les régions du Canada et avec le Québec en particulier à promouvoir la culture française. Nous n'avons pas de garantie que dans 10, 15 ou 20 ans, alors que notre proportion décline au sein du Canada, nous aurons encore une représentation francophone aussi forte que celle que nous avons depuis que M. Pearson a pris le pouvoir il y a une dizaine d'années, avec près d'un tiers des ministres qui sont francophones.

Nous n'avons pas de garantie qu'en 1980 ou 1985 nous aurons la même proportion de ministres francophones. Il est donc normal dans le domaine culturel que nous travaillions à la protection de notre culture avec des garanties constitutionnelles. Sur le plan économique il est aussi normal que nous collaborions étroitement avec le reste du Canada.

Cette souveraineté culturelle dans un fédéralisme économique, c'est là l'option du Parti libéral et c'est là le seul choix lorsque l'on veut concilier les différents objectifs du Québec. Cette force du Parti libéral s'explique par la valeur de notre politique, la qualité de notre action et notre détermination à répondre aux besoins des Québécois. Ce n'est certes pas le cas des partis d'opposition.

Est-ce qu'on n'a pas eu la meilleure preuve mercredi dernier de la faiblesse de l'Opposition lorsque le Parti Québécois a présenté son budget de l'An 2. Ils sont incorrigibles! Ils proposent des réductions d'impôt comme je vous le mentionnais tantôt qui favorisent les plus fortunés. Pire que cela, ils font des erreurs grossières de calcul: là où cela coûte \$ 100 millions, ils estiment que cela coûtera \$ 50 millions, comme dans le cas de l'impôt foncier

scolaire. On dirait qu'à chaque occasion les dirigeants du Parti Québécois veulent absolument montrer qu'ils ne savent pas compter.

Après l'échec de M. Parizeau et de M. Lévesque avec le budget de l'An 1, après l'échec de Jacques-Yvan Morin avec le budget de l'An 2, ils vont probablement demander pour le budget de l'An 3 à Yves Michaud de faire ce budget, à cause de ses succès dans l'administration du journal Le Jour!

Comment prendre au sérieux cette équipe qui est non seulement irréaliste- on l'a vu proposer la séparation économique du Québec alors qu'en Europe on s'oriente vers un régime fédéral – non seulement elle est irréaliste, mais elle ne se gêne pas à l'occasion pour faire preuve d'hypocrisie. Souvenez-vous de la question du salaire des députés. Il ne s'agissait que de faire du rattrapage puisqu'il y avait une hausse du coût de la vie de 25% depuis la dernière augmentation. L'augmentation ne visait donc qu'à rattraper cette perte du pouvoir d'achat. Le Parti Québécois a fait un débat marathon pour empêcher l'adoption de cette loi. Mais au moment d'encaisser les chèques il n'y avait plus de débat marathon: il y avait plutôt un marathon pour courir encaisser les chèques chez le trésorier.

Ainsi, au moment d'encaisser les chèques, ce parti hypocrite trouve que ça devient défendable l'augmentation du salaire des députés, comme l'a dit son chef, M. Lévesque. Même attitude hypocrite en ce qui a trait à la question linguistique. On critique le Loi 22 et on propose un contre-projet sensiblement similaire. Même attitude hypocrite dans le cas du pétrole où on condamne la position du gouvernement du Québec, pour dire un an plus tard que le fédéralisme est rentable sur ce point. Même attitude hypocrite sur le document de la CEQ qui utilise les enfants pour propager la haine sociale. Dites-le, M. René Lévesque, si vous êtes oui ou non d'accord avec la CEQ qui incite les enfants à la haine et qui stimule la lutte des classes.

Nous sommes contre, nous du Parti libéral.

Même attitude hypocrite lorsque le PQ utilise les services publics à des fins partisans comme l'a démontré le député de Saint-Jean, M. Jacques Veilleux; on fait des détournements de fonds publics dans des organismes financés par l'État. Mais il se trompe s'il croit que la population ne voit pas son jeu.

Il y a les autres partis, mais dans leur cas, je crois qu'il y a plus de partis que de députés. Vous avez le Parti réformateur, le Parti Créditiste, le Parti présidentiel, trois partis pour deux députés.

Dans le cas de M. Bellemare, vous avez le Parti conservateur et le Parti de l'Union nationale. Deux partis pour un député. C'est difficile de prendre au sérieux une telle opposition. Peut-on penser que ces gens peuvent assumer les lourdes responsabilités de diriger le Québec. Car le Québec a tellement d'avenir. Plus proche de nous, il a des projets comme les Jeux Olympiques, la Baie James qui suscitent l'admiration des autres provinces. Le dynamisme

de notre économie, le potentiel exceptionnel de nos richesses naturelles, l'originalité de notre culture, le rythme de notre évolution sociale, voilà des motifs de fierté pour les Québécois. Voilà des motifs de fierté pour les militants car depuis cinq ans nous avons respecté nos engagements. Nous avons consolidé le régime fédéral au point même où le Parti Québécois tente de camoufler son action séparatiste.

Nous avons relancé l'économie. Nous avons au Québec une croissance plus forte que celle du Canada, qui est l'un des pays où la croissance est la plus vigoureuse au monde. Nous avons assaini les finances publiques: non seulement avons-nous réduit les impôts de \$ 800 millions, mais nous avons également réduit la dette par tête en dollars constants. Nous avons rétabli la paix sociale. Rappelons-nous la violence politique des années 1960. Enfin, nous avons posé un geste historique pour la sécurité culturelle des Québécois francophones.

C'était là les problèmes majeurs des années 1970. Tout le monde peut constater que nous avons respecté ces engagements. C'est pourquoi la population du Québec fait tellement confiance à l'équipe libérale. Il nous faut maintenant préparer les années 1980 en mettant l'accent sur la qualité de la vie.

Nous appartenons à l'une des cultures les plus prestigieuses du monde. Nous avons en outre l'avantage de participer au dynamisme nord-américain, la plus forte économie du monde. Nous avons toutes les raisons d'être optimistes parce que nous sommes une société privilégiée. Continuons, mes chers amis, de travailler ensemble et le Québec est appelé à un avenir extraordinaire.